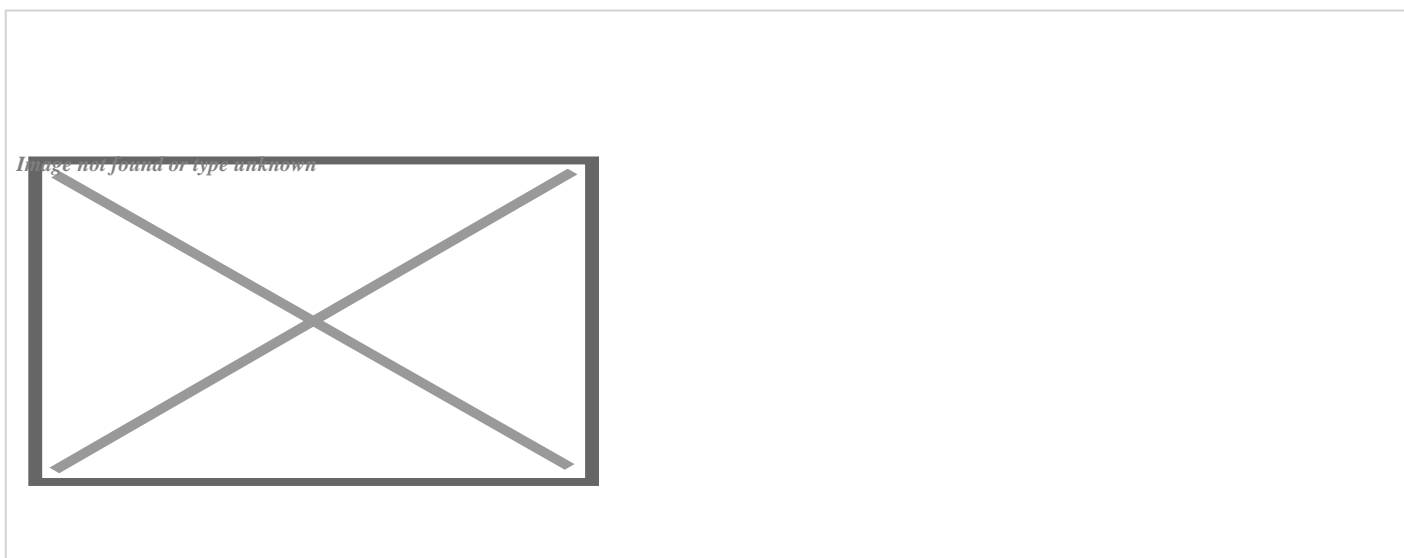


Les fonctionnaires péruviens dans une tempête de soupçons



Auteur : Roberto Morejón

Le Pérou ne parvient pas à atteindre la stabilité malgré les efforts déployés pour se protéger entre le Congrès dominé par la droite et le gouvernement du pays, y compris la présidente désignée Dina Boluarte.

Des sources journalistiques ont révélé que les autorités dépensent davantage pour défendre les fonctionnaires faisant l'objet d'une enquête judiciaire que pour des domaines clés tels que l'éducation.

Au Pérou, les fonctionnaires sont souvent accusés et soupçonnés, c'est pourquoi ils se tournent vers des avocats pour tenter de clarifier leur situation.

Le gouvernement péruvien a dépensé plus de 1,6 million de dollars pour défendre des hauts fonctionnaires accusés de corruption et de violations des droits de l'homme, alors que les budgets de la santé et de l'éducation se heurtent à des obstacles.

À l'heure actuelle, le cabinet est en proie à des troubles sociaux et politiques à la suite de la censure du ministre de l'intérieur, Juan Santiváñez, l'un des fonctionnaires les plus mal aimés du pays.

Santiváñez a été pointé du doigt pour ses liens passés avec ce que ses opposants ont décrit comme des pratiques clientélistes, bien qu'il ait également été blâmé pour la crise actuelle de la sécurité publique.

L'actuel ministre de l'intérieur, Julio Díaz Zulueta, qui a remplacé Santiváñez, a également fait l'objet d'un examen public, après avoir confirmé qu'il faisait l'objet d'une enquête du bureau du procureur général dans une affaire de corruption présumée.

Díaz Zulueta est un général à la retraite issu des rangs de la police, un parcours qui a suscité des appels de la part des secteurs politiques et sociaux et de la population.

La pression exercée par les ministres de ce portefeuille ne peut échapper à la crise alarmante de l'insécurité de ces dernières décennies, avec un niveau élevé de criminalité dans les rues.

Avec cet argument, les branches de la Défense et de l'Intérieur sont prioritaires au Pérou, bien qu'elles soient également impliquées dans les enquêtes du ministère public sur la mort de 49 civils lors de la répression policière et militaire de 2022 et 2023.

Face à la corruption et à la criminalité, le gouvernement Boluarte reste sur la défensive et subit les effets de la réprobation publique.

La présidente elle-même fait l'objet de huit enquêtes du parquet national, tout comme son frère, tandis que les affaires de ce type se multiplient au Congrès.

Il n'est donc pas surprenant que la chef d'État désignée ait été contrainte de modifier son équipe à six reprises au cours de son mandat, avec 53 nominations pour une moyenne d'un ministre tous les 12 jours.

Les hommes politiques tentent cependant de faire croire que le modèle péruvien est un exemple pour la région.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/380425-les-fonctionnaires-peruviens-dans-une-tempete-de-soupcons>



Radio Habana Cuba